Budgéter l'IA dans une collectivité

Un budget IA se construit à partir des **cas d'usage** : un besoin précis, un outil qui y répond, un coût qui en découle. Ce guide répond à trois questions : que fait l'IA dans une collectivité, que contient un budget IA, par où commencer.

1. Que fait l'IA dans une collectivité ?

En 2025, 77 % des collectivités de plus de 3 500 habitants ont un projet IA réalisé ou prévu[1]. Les usages se regroupent en sept familles.

Cas d'usage	Le besoin traité	Un exemple	Coût indicatif
Assistant pour les agents	Rédiger, résumer, chercher une information	Cannes : un rapport annuel résumé en 4 heures au lieu de 3 jours[2]	Licence : 11 à 30 € par agent et par mois[3], plus la consommation selon l'usage
Recherche documentaire	Interroger ses documents et données, réponses sourcées	Île-de-France : un assistant sur ses 350 dispositifs d'aide[18]	5 000 €/an pour 1 000 documents + 39 €/utilisateur/mois, soit ≈ 9 700 €/an pour 10 utilisateurs*
Aide juridique	Préparer actes et délibérations	Delibia, utilisé par près de 1 500 collectivités[1]	Gratuit sous 3 500 habitants, quelques milliers d'euros par an au-delà[4]
Accueil des usagers	Répondre aux questions, au téléphone et en ligne	Chartres : un assistant vocal répond le soir et le week-end[5]	350 à 6 000 € HT par an pour une petite commune[6]
Analyse d'images	Repérer dépôts sauvages et défauts de voirie	Valbonne : 80 % de dépôts sauvages en moins sur la zone équipée[7]	7 300 à 12 000 € par caméra et par an[7] [8]
Prévision	Anticiper fuites d'eau, repas en cantine	Sicoval : 113 700 m³ d'eau perdue évités chaque année[9]	Environ 20 000 € par campagne, payés au résultat[9]
Programme complet	Plusieurs usages menés sur plusieurs années	Métropole Aix-Marseille-Provence[10]	18 M€ HT sur 6 ans au maximum[10]

> **À retenir :** chaque cas d'usage a son propre mode de calcul : par agent, par volume de documents, par équipement, au résultat ou au forfait. Un budget IA commence donc par la liste des usages visés.

SOURCES

1. Banque des Territoires, note de conjoncture IA 2025
2. Sophianet, l'IA à la mairie de Cannes
3. Redress Compliance et Teriagen, prix des licences 2026
4. Sénat, rapport n° 447 (2025), IA et territoires
5. Acteurs publics, le standard de Chartres
6. Civik-ia, comparatif chatbots de mairie 2026 (prix éditeurs)
7. Banque des Territoires, retour d'expérience Valbonne
8. Ville de Sarcelles, décision D-2026-005
9. Banque des Territoires, retour d'expérience Sicoval
10. BOAMP 25-83409, Aix-Marseille-Provence

* Tarif catalogue 2026 d'un éditeur français, à titre d'illustration

18. Localtis, 21/10/2025, collectivités et IA générative

2. Que contient un budget IA ?

Pour chaque cas d'usage, le budget couvre trois blocs de dépenses. La licence en représente une partie : à Aix-Marseille-Provence, 80 % du programme IA va au développement et à la maintenance des outils, 15 % à l'accompagnement du projet, 5 % à la formation[10].

Construire	Faire vivre	Accompagner
AU DÉMARRAGE	CHAQUE ANNÉE	EN CONTINU
Préparer les données	Licences, par utilisateur ou par volume de documents	Formation des agents
Relier aux logiciels en place	Consommation selon l'usage réel	Charte et protection des données
Paramétrer et héberger	Maintenance et évolutions	Temps des équipes qui pilotent

Ce qui fait varier le coût d'une prestation

Facteur	Ce qui allège le coût	Repère
Qualité des données	Des documents de référence identifiés, des données à jour	Frein cité par 42 % des collectivités[1]
Logiciels en place	Des logiciels dotés d'interfaces d'échange	26 % ont une plateforme de données[1]
Acculturation des équipes	Des agents familiers de l'IA	Premier frein cité, à 59 %[1]
Conduite du changement	Des agents associés dès la conception	Cannes : 1 300 agents formés[2]

Ce que chaque cas d'usage demande de préparer

Cas d'usage	Données à réunir	Cadre à prévoir[11] [12] [13]
Recherche documentaire	Documents de référence et données	Charte d'usage, réponses sourcées
Aide juridique	Actes, délibérations, textes applicables	Charte d'usage, relecture par un agent
Accueil des usagers	Contenus du site, questions fréquentes	Information, relais vers un agent
Analyse d'images	Images des caméras ou des véhicules	Cadre légal dédié[4]
Prévision	Historique des réseaux ou des services	Protection des données personnelles

> **À retenir :** les aides publiques financent surtout le bloc « Construire » et la première année[14] [15]. Inscrire les trois blocs dès le départ donne un budget stable sur 3 à 5 ans.

SOURCES

1. Banque des Territoires, note de conjoncture IA 2025
2. Sophianet, l'IA à la mairie de Cannes
4. Sénat, rapport n° 447 (2025), IA et territoires
10. BOAMP 25-83409, Aix-Marseille-Provence
11. Règlement européen sur l'IA (UE) 2024/1689
12. CNIL, déployer une IA générative
13. Etalab, expliquer les algorithmes publics
14. Région Réunion, fiche FEDER 1.2.1 · 15. Banque des

3. Par où commencer ?

Trois étapes pour avancer à coût maîtrisé et décider sur des résultats concrets.

1. Audit préalable

Choisir les cas d'usage et chiffrer leur budget.

ACHAT AUDIT + PILOTE

60 000 € HT au total au maximum pour l'audit et le pilote réunis : achat possible sans publicité[16]

→

2. Pilote

Tester 1 à 3 cas d'usage avec les agents concernés.

DÉCISION

Mesurer le gain face aux outils actuels[18]

ACHAT

Inclus dans les 60 000 € HT de l'étape 1

→

3. Déploiement

Étendre les cas d'usage qui ont fait leurs preuves.

BUDGET

Sur 3 à 5 ans ; procédure formalisée au-delà de 216 000 € HT[17]

Les cinq questions auxquelles l'audit répond

La question	Ce que l'audit produit
Quels usages apportent le plus à nos services ?	Une liste priorisée de cas d'usage
Nos données sont-elles prêtes ?	Un diagnostic des données disponibles
Quel cadre prévoir pour chaque usage ?	Une charte et les règles de protection des données
Combien sur 3 à 5 ans ?	Un budget par cas d'usage, bloc par bloc
Quels financements mobiliser ?	Un plan de financement et son calendrier

Les financements à La Réunion

Dispositif	Taux	Ce qu'il finance
FEDER, fiche 1.2.1[14]	85 %	Études, développements, licences, hébergement sur 36 mois
Banque des Territoires, licences[15]	30 à 50 %	Licences d'IA souveraine, déploiement, formation
Banque des Territoires, études[19]	50 %, 80 % en outre-mer	Feuille de route, audit, études de faisabilité

Repère local : la Région a installé en septembre 2025 un Comité régional de la donnée et de l'IA[20].

Guide proposé par **[AI]Rocks**, studio d'innovation porté par LN Consulting, qui conçoit avec les collectivités des logiciels métier intégrant l'IA.

advisory@lnconsulting.re · airocks.re

SOURCES

14. Région Réunion, fiche FEDER 1.2.1
15. Banque des Territoires, guichet « Territoires d'IA »
16. Landot avocats, seuil de 60 000 € HT
17. Seuils de la commande publique 2026
18. Localtis, 21/10/2025, le Loiret et l'IA
19. Banque des Territoires, offres d'ingénierie
20. Imaz Press, Comité régional de l'IA